



Rapport annuel de gestion 2007-2008



Tableau 15 : Dépenses et investissements de la Sûreté du Québec (excluant le FSP et le CFD)

	Exercice 2007-2008		Exercice 2006-2007	Exercice 2005-2006
	Budget¹⁶ (000 \$)	Dépenses réelles¹⁷ (000 \$)	Dépenses réelles (000 \$)	Dépenses réelles (000 \$)
Rémunération	219 702,8	215 481,1	199 171,6	203 236,5
Fonctionnement	102 832,7	101 869,4	103 339,6	93 922,8
Affectation à un fonds spécial (contribution gouvernementale au Fonds des services de police [FSP])	212 509,9	212 509,9	196 098,2	199 545,4
Dépenses totales	535 045,4	529 860,4	498 609,4	496 704,7
Investissements totaux	42 412,1	16 956,1	14 065,4	10 281,5

Le budget de 535 millions de dollars représente le budget initial de 507,7 millions de dollars, moins un gel de crédits de 3,7 millions de dollars décrété par le Conseil du trésor, auquel se sont ajoutés des crédits obtenus en cours d'exercice au montant de 31 millions de dollars. Les crédits obtenus proviennent principalement du partage des produits de la criminalité prévu dans la *Loi sur le ministère de la Justice* (L.R.Q., c. M-19), du financement obtenu à même la « provision budgétaire pour augmenter tout crédit pour des initiatives concernant les revenus » du ministère des Finances afin de contrer le commerce illégal de boissons alcooliques et de tabac ainsi que l'évasion fiscale, de crédits budgétaires pour la mise en place de mesures complémentaires reliées au dépôt du projet de loi sur la sécurité des personnes (projet Anastasia). Ces mesures sont : le renforcement du module de la cybersurveillance et de la vigie de la Sûreté du Québec, la mise sur pied d'une unité mixte de lutte contre la contrebande d'armes à feu et la vérification de la finalité de la possession des armes à feu à autorisation restreinte et prohibées au Québec auprès des titulaires de permis. Finalement, un recours au Fonds de suppléance a été accepté afin de défrayer les dépenses extraordinaires engendrées par les interventions policières dans différentes communautés autochtones.

Les dépenses réelles de 529,9 millions de dollars comprennent une somme de 212,5 millions de dollars versée au Fonds des services de police. Elles sont supérieures de 31,3 millions de dollars à celles de l'exercice 2006-2007. Cette variation s'explique principalement par :

- l'augmentation de la rémunération globale qui comprend les augmentations salariales prévues dans les contrats de travail ainsi que l'impact des coûts additionnels attribuables au renouvellement du règlement concernant la rémunération et les conditions relatives à l'exercice des fonctions des officiers de la Sûreté du Québec;
- une hausse des dépenses reliées aux opérations extraordinaires pour des interventions policières dans différentes communautés autochtones;
- l'augmentation de la contribution gouvernementale au Fonds des services de police principalement attribuable à la hausse des dépenses du Fonds et à la baisse du taux de contribution payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec, lequel est passé de 59 % pour l'année civile 2006 à 57 % pour l'année civile 2007 et à 55 % pour l'année civile 2008.

En 2007-2008, les investissements affectés à ce programme sont supérieurs de 2,9 millions de dollars par rapport à la dépense réelle de l'exercice 2006-2007. Cet écart est attribuable principalement à l'implantation du projet SAGIR (Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources) ainsi qu'à une augmentation des acquisitions de véhicules.

¹⁶ Le budget et les prévisions correspondent au budget initial plus les modifications budgétaires.

¹⁷ Les données financières présentées dans ce tableau correspondent à des résultats préliminaires.

3.2 RESSOURCES HUMAINES

Pour remplir sa mission sur l'ensemble du territoire québécois en 2007-2008, la Sûreté du Québec comptait sur 7 044 postes (excluant les postes occasionnels).

Tableau 27 : Répartition des postes policiers et civils à la Sûreté du Québec

	2007-2008	2006-2007	2005-2006
Effectif policier	5 345	5 269	5 229
Effectif civil (permanent)	1 699	1 701	1 693
Total	7 044	6 970	6 922

Aux 1 699 postes civils permanents s'ajoutent 525 postes occasionnels. Les employés qui occupent ces postes ont un contrat de travail à durée limitée avec la Sûreté du Québec.

Tous ces postes sont répartis dans les dix districts ainsi qu'au Grand quartier général (GQG). La distribution des postes en district est déterminée en fonction des critères suivants : la population, la superficie du territoire, la charge de travail et les particularités régionales. Le tableau qui suit fait état de cette distribution.

Tableau 28 : Répartition des postes policiers et civils selon district

District	2007-2008		2006-2007		2005-2006	
	Civil permanent	Policier	Civil permanent	Policier	Civil permanent	Policier
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	83	444	84	444	84	450
Saguenay – Lac-Saint-Jean	54	269	56	269	56	273
Capitale-Nationale – Chaudière-Appalaches	105	558	107	551	107	549
Mauricie – Centre-du-Québec	100	562	90	562	89	561
Estrie	66	316	67	318	69	320
Montréal – Laval – Laurentides – Lanaudière	119	632	121	556	120	533
Outaouais	45	208	45	216	45	217
Abitibi-Témiscamingue – Nord-du-Québec	60	314	61	314	62	316
Côte-Nord	46	206	46	210	47	213
Montérégie	129	677	131	670	130	668
GQG	892	1 159	893	1 159	884	1 129
Total	1 699	5 345	1 701	5 269	1 693	5 229

Le profil des districts présenté à la section 1.2 donne le ratio de policiers par 1 000 habitants (population) et le ratio de policiers par 1 000 km² de territoire (superficie).